



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 63.021/2
du 14 mars 2018

advies 63.021/2
van 14 maart 2018

sur

over

une proposition de loi
‘modifiant la loi du
7 décembre 1998 organisant un
service de police intégré,
structuré à deux niveaux, en ce
qui concerne l’élection du
conseil de police’

een wetsvoorstel ‘tot wijziging
van de wet van
7 december 1998 tot
organisatie van een
geïntegreerde politiedienst,
gestructureerd op twee niveaus
wat de verkiezing van de
politieraad betreft’

Le 21 février 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne l'élection du conseil de police', déposée par M. Koenraad DEGROOTE (*Doc. parl*, Chambre, 2016-2017, n° 54-2553/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 14 mars 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 mars 2018.

*

Op 21 februari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus wat de verkiezing van de politieraad betreft', ingediend door de heer Koenraad DEGROOTE (*Parl.St.* Kamer, 2016-2017, nr. 54-2553/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 14 maart 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 maart 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition [‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Un certain nombre de dispositions de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' font mention de la « députation permanente ».

Entre-temps, les Régions wallonne et flamande ont modifié la dénomination de cet organe : désormais, il s'agit du « collège provincial » en Région wallonne ¹ et de la « députation du conseil provincial », également dénommée la « députation », en Région flamande ².

La proposition à l'examen tend à modifier plusieurs dispositions de la loi du 7 décembre 1998 en vue de tenir compte de cette modification de dénomination.

Plutôt que de procéder de la sorte, il serait plus expédient de compléter – et de se limiter à compléter – l'article 2 de la loi du 7 décembre 1998 afin d'indiquer que, pour l'application de cette loi, l'expression « la députation permanente » désigne le collège provincial en Région wallonne et la députation du conseil provincial en Région flamande.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

Comme l'indique le commentaire de l'article à l'examen, celui-ci tend à supprimer l'obligation, pour tout membre effectif d'un conseil de police, d'avoir un ou deux suppléants.

Il n'apparaît cependant pas que l'auteur de la proposition entendrait empêcher qu'un membre effectif d'un conseil de police ait un ou plusieurs suppléants.

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir le livre II de la deuxième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

² Voir le décret provincial du 9 décembre 2005.

Au contraire, d'une part, la proposition laisse inchangées, sur ce point, plusieurs dispositions de la loi du 7 décembre 1998 qui font état des suppléants ou sont conçues pour s'appliquer à eux ³ et, d'autre part, elle comporte elle-même des dispositions présentées comme s'appliquant aux suppléants ⁴.

Aussi, plutôt que d'abroger l'alinéa 5 de l'article 12 de la loi du 7 décembre 1998, il conviendrait de remplacer cet alinéa par un texte rédigé en ce sens que chaque membre effectif peut avoir un ou plusieurs suppléants, en précisant, le cas échéant, le nombre maximum de suppléants admissible.

Article 3

1. Le texte proposé serait mieux rédigé si, d'une part, les mots « d'un des membres visés à l'alinéa 1^{er} » étaient remplacés par les mots « d'un candidat membre effectif » et si, d'autre part, les mots « du membre auquel il succède » étaient remplacés par les mots « de ce candidat membre effectif ».

2. Les versions linguistiques du dispositif en projet doivent être alignées pour ce qui est de l'usage du singulier ou du pluriel.

Dans la version néerlandaise, on écrira en outre « worden » au lieu de « zijn ».

Article 5

Les modifications que la disposition à l'examen suggère d'apporter à l'article 16, alinéas 2 et 3, de la loi du 7 décembre 1998 ne peuvent se comprendre que comme reposant sur l'idée que l'élection des membres du conseil de police ⁵ pourrait avoir lieu avant que le conseil communal ne soit installé, voire en dehors du cadre d'une séance du conseil communal ⁶.

Or :

1° d'une part, il se déduit de la première phrase de l'article 18 de la loi du 7 décembre 1998 – laissée inchangée par la proposition – que l'élection des membres du conseil de police doit avoir lieu au plus tôt au cours de la séance publique lors de laquelle le conseil communal est installé ;

³ Voir ainsi les dispositions suivantes de la loi du 7 décembre 1998 : la version actuelle de l'article 14, l'article 15, alinéa 3, l'article 16, alinéa 1^{er}, l'article 17, alinéas 2 et 3, l'article 18bis, alinéa 2, l'article 18quater, alinéa 2, l'article 19, alinéa 1^{er}, l'article 20, alinéa 2, et l'article 20, alinéa 3 (devenant l'alinéa 4).

⁴ Voir ainsi les dispositions qui, selon la proposition, formeraient l'article 14, alinéa 2, l'article 18ter, alinéa 2, et l'article 20, alinéa 3 nouveau, de la loi du 7 décembre 1998.

⁵ Et non pas seulement la présentation des candidats, que règle l'alinéa 1^{er} de l'article 16.

⁶ Le commentaire de l'article 5 traite deux questions qui ne sont pas réglées par le dispositif, celui-ci portant sur l'aptitude à participer à l'élection du conseil de police et non sur l'éventuelle candidature en vue de siéger à ce conseil.

2° et, d'autre part, dès lors qu'il s'agit de régler l'élection des représentants du conseil communal au conseil de police, il ne se conçoit pas que cette élection ait lieu en dehors du cadre d'une séance du conseil communal.

En l'état, la disposition à l'examen est donc dénuée de pertinence.

Article 6

Au 1° de la version française, les mots « conseil communal » dans le texte actuellement en vigueur doivent être remplacés par les mots « conseil de police ».

Article 7

1. La première phrase de l'alinéa par lequel il est envisagé de compléter l'article 18 de la loi du 7 décembre 1998 tend à prévoir que, « [l]orsque l'élection du conseil de police découle de l'application du titre VIII, chapitre V », c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de l'élection des membres du conseil de police d'une zone de police nouvelle, résultant de la fusion volontaire de plusieurs zones de police, « l'élection du conseil de police a lieu avant la date de l'institution de la police locale de la zone de police nouvelle prévue à l'article 257quinquies/6 »⁷.

On ne peut perdre de vue qu'une disposition de la loi du 7 décembre 1998, l'article 91/3, règle déjà de manière spécifique le moment auquel a lieu l'élection des membres du conseil de police d'une zone de police nouvelle résultant de la fusion volontaire de plusieurs zones de police. Il en résulte que cette élection doit avoir lieu au cours de la première séance du conseil communal qui suit la publication de l'arrêté royal définissant le ressort territorial de la zone de police nouvelle.

La règle qui vient d'être citée ne suffit-elle pas à déterminer de manière utile et pertinente le moment auquel doit avoir lieu l'élection des membres du conseil de police dans l'hypothèse que vise la disposition à l'examen ?

Celle-ci sera réexaminée pour tenir compte de cette observation.

2. La seconde phrase de l'alinéa par lequel il est envisagé de compléter l'article 18 de la loi du 7 décembre 1998 tend, quant à elle, à prévoir que, dans l'hypothèse de l'élection des membres du conseil de police d'une zone de police nouvelle résultant de la fusion volontaire de plusieurs zones de police, l'article 16 de la même loi est d'application, à l'exception de l'alinéa 4 de cet article.

⁷ Cette dernière disposition prévoit que l'institution de la police locale de la zone de police nouvelle met fin à l'existence des zones de police anciennes et met un terme de plein droit au mandat des conseillers de police des zones de police anciennes. L'article 257quinquies/5 de la loi du 7 décembre 1998 charge le Roi d'instituer la police locale de la zone de police nouvelle, au premier jour d'un trimestre, lorsqu'il constate que les conditions suivantes sont remplies : le ressort territorial de la zone de police est fixé conformément à l'article 91/2 ; le cadre du personnel est déterminé ; le montant des dotations communales au budget de la zone de police nouvelle est conforme à l'article 91/9 ; le compte de fin de gestion est dressé et approuvé conformément à l'article 257quinquies/9, § 1^{er}.

À défaut de disposition contraire, l'article 16 de la loi du 7 décembre 1998 a notamment vocation à s'appliquer dans l'hypothèse indiquée. En énonçant le principe suivant lequel cet article est applicable dans ladite hypothèse, la proposition ne fait donc que confirmer une solution préexistante.

Le seul élément nouveau qu'introduit la proposition tient dans le fait que l'alinéa 4 de l'article 16 de la loi du 7 décembre 1998, qui habilite le Roi à fixer les modalités et la procédure à suivre pour la présentation des listes de candidats et pour les élections, ne s'appliquerait plus dans l'hypothèse précitée.

Il est permis de s'interroger sur la pertinence de la proposition sur ce point. En effet, des dispositions réglementaires visant à fixer les modalités et la procédure à suivre pour la présentation des listes de candidats et pour les élections sont tout aussi utiles dans cette hypothèse que dans les autres. Autre chose est de savoir s'il ne convient pas, pour tenir compte des particularités de l'hypothèse en question, d'adapter certaines des dispositions qui ont été prises sur la base de l'article 16, alinéa 4, de la loi du 7 décembre 1998 : en ce cas, plutôt que de modifier la loi en vue de rendre la disposition précitée inapplicable à cette hypothèse, il est préférable que le Roi apporte les modifications nécessaires aux dispositions réglementaires existantes.

Articles 8 et 9

1. La disposition qui, selon la proposition, est appelée à former l'alinéa 2 de l'article 18^{ter} de la loi du 7 décembre 1998 appelle les observations suivantes :

a) Dans la première phrase, on remplacera les mots « l'alinéa 2 » par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

b) Dans la seconde phrase, pour se conformer à la terminologie applicable aujourd'hui en la matière, l'expression « lettre recommandée à la poste » sera remplacée par l'expression « envoi recommandé ».

2. Il résulte des articles à l'examen que les règles qui, actuellement, figurent aux alinéas 5 et 6 de l'article 18^{bis} de la loi du 7 décembre 1998 figureraient désormais dans des alinéas 2 et 3 nouveaux de l'article 18^{ter} de la même loi.

La première phrase de l'article 18^{quater}, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998, qui fait référence à l'article 18^{bis}, alinéas 5 et 6, sera adaptée en conséquence.

Article 10

La première et la deuxième modifications qu'il est envisagé d'apporter à l'article 20 de la loi du 7 décembre 1998 portent toutes les deux sur la première phrase de l'alinéa 1^{er} de cet article. Dans un souci de clarté, mieux vaut regrouper ces deux modifications en une seule et remplacer entièrement la phrase en question.

Par ailleurs, dès lors que le délai imparti à l'autorité chargée de se prononcer sur la validité des élections est de trente jours suivant la réception du dossier⁸, il doit être prévu que le mandat des membres élus du conseil de police prend déjà cours au plus tôt le trente-et-unième jour – et non pas dès le trentième jour – suivant la réception du dossier par l'autorité chargée de se prononcer sur la validité des élections.

Enfin, il est permis de se demander si, dans la logique du dispositif envisagé, il n'y a pas également lieu de supprimer, dans la première phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 20 de la loi du 7 décembre 1998, les mots « À moins qu'ils n'aient été convoqués valablement antérieurement ».

La disposition à l'examen sera revue sur ces divers points.

Article 11

1. Dans le texte qui, selon la proposition, est appelé à former l'article 20^{ter}, § 2, alinéa 4, de la loi du 7 décembre 1998, on n'aperçoit pas quel est ou quels sont les montants à « majorer » ou à « réduire » « en application des règles de liaison à l'indice des prix ». Il est en effet question dans cet alinéa tant du jeton de présence lui-même que de son minimum et même de son maximum.

En outre, la seule référence à l'« application des règles de liaison à l'indice des prix », sans autre précision, ne suffit pas à déterminer comment il y a lieu de « majorer » ou de « réduire » le ou les montants concernés.

2. En tout état de cause, telle qu'elle est rédigée, en renvoyant au montant du jeton de présence perçu par les « conseillers provinciaux », la disposition ne tient pas compte de la situation de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

3. La disposition à l'examen doit être revue en conséquence.

Article 14

1. Le texte qui, selon la proposition, est appelé à former l'article 22, § 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 appelle les observations suivantes :

a) Quant au principe, rien ne s'oppose à la solution que consacre l'alinéa 1^{er}⁹. Toutefois, dans un souci de précision, mieux vaudrait rédiger le texte en ce sens que le membre du conseil de police ou du collège de police qui est empêché est remplacé en appliquant les

⁸ Voir l'article 18^{ter} de la loi du 7 décembre 1998.

⁹ Pour une disposition analogue, voir l'article 24, alinéa 1^{er}, quatrième phrase, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile', modifié par la loi du 21 décembre 2013. À propos de cette disposition, voir l'avis de la section de législation du Conseil d'État n° 53.963/1/V-2 donné le 18 septembre 2013 sur l'article 75 de l'avant-projet devenu la loi du 21 décembre 2013 (*Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 3113/1, pp. 100 et 101).

dispositions qui, dans l'entité fédérée ¹⁰ sur le territoire de laquelle est située la zone concernée, règlent de manière générale le remplacement, selon le cas, du conseiller communal ou du bourgmestre lorsqu'il est empêché.

b) Il convient aussi d'envisager l'hypothèse où le membre du collège de police est absent ¹¹. La solution prévue par l'alinéa 1^{er} sera étendue à cette hypothèse.

c) Compte tenu de ce que prévoit l'alinéa 1^{er}, on n'aperçoit ni la raison d'être ni l'utilité des dispositions figurant aux alinéas 2 à 4.

d) Enfin, la disposition à l'examen implique que soit abrogé l'article 23, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 ¹².

2. Dans la disposition qui, selon la proposition, est appelée à former l'article 22, § 2, de la loi du 7 décembre 1998, mieux vaudrait rédiger la seconde phrase en ce sens que l'assistance dont le texte fait état est réglée en appliquant les dispositions qui, dans l'entité fédérée ¹³ sur le territoire de laquelle est située la zone concernée, règlent l'assistance, par une personne de confiance, des conseillers communaux qui, en raison d'un handicap, ne peuvent exercer seuls leur mandat.

En outre, ne convient-il pas d'ajouter que la personne de confiance choisie pour exercer cette assistance ne peut pas être membre du personnel de la zone de police concernée ?

*

¹⁰ L'emploi de la notion d'entité fédérée plutôt que de celle de région permet de tenir compte de la compétence dont l'exercice a été transféré à la Communauté germanophone en matière d'organisation des pouvoirs subordonnés.

¹¹ Sans être empêché.

¹² Selon cette disposition, « le membre du collège de police absent ou empêché est remplacé conformément aux dispositions de l'article 14 de la nouvelle loi communale ».

¹³ Il est renvoyé à la note n° 10.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

In een aantal bepalingen van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’ is er sprake van de “bestendige deputatie”.

Ondertussen hebben het Vlaams Gewest en het Waals Gewest de naam van dat orgaan gewijzigd: in het Vlaams Gewest heet het “deputatie van de provincieraad”, ook “deputatie” genoemd,¹ en in het Waals gewest “provinciecollege”.²

Het voorliggende voorstel beoogt verschillende bepalingen van de wet van 7 december 1998 te wijzigen om met die naamswijziging rekening te houden.

In plaats daarvan zou het beter zijn artikel 2 van de wet van 7 december 1998 aan te vullen met de vermelding dat, voor de uitvoering van die wet, de uitdrukking “bestendige deputatie” betrekking heeft op de deputatie van de provincieraad in het Vlaams Gewest en op het provinciecollege in het Waals Gewest, en daarmee te volstaan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

Dat artikel beoogt, zoals in de toelichting daarbij wordt aangegeven, de verplichting te schrappen dat elk effectief lid van een politieraad een of twee opvolgers heeft.

De steller van het voorstel lijkt echter niet te willen beletten dat een effectief lid van een politieraad een of meerdere opvolgers heeft.

Integendeel: enerzijds wijzigt het voorstel dienaangaande niets in verscheidene bepalingen van de wet van 7 december 1998 die van opvolgers gewag maken of die bedoeld zijn

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie het provinciedecreet van 9 december 2005.

² Zie boek II van deel II van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

om op die opvolgers van toepassing te zijn,³ en anderzijds bevat het zelf bepalingen die bedoeld zijn om op de opvolgers van toepassing te zijn.⁴

Het vijfde lid van artikel 12 van de wet van 7 december 1998 zou dan ook, in plaats van opgeheven te worden, vervangen moeten worden door een tekst volgens welke elk effectief lid een of meerdere opvolgers kan hebben, en waarin in voorkomend geval het toegelaten maximumaantal opvolgers nader wordt bepaald.

Artikel 3

1. Het verdient aanbeveling in de voorgestelde tekst enerzijds de woorden “van één van de leden bedoeld in het eerste lid” te vervangen door de woorden “van een kandidaat-effectief lid”, en anderzijds de woorden “van het lid dat ze opvolgen” te vervangen door de woorden “van dat kandidaat-effectief lid”.

2. Beide taalversies van de ontworpen tekst moeten in overeenstemming worden gebracht wat het gebruik van het enkelvoud of het meervoud betreft.

Bovendien schrijve men in het Nederlands “worden” in plaats van “zijn”.

Artikel 5

De wijzigingen van artikel 16, tweede en derde lid, van de wet van 7 december 1998 die de voorliggende bepaling voorstelt, kunnen alleen zo begrepen worden dat er daarbij van wordt uitgegaan dat de verkiezing van de leden van de politieraad⁵ zou kunnen plaatsvinden voordat de gemeenteraad is geïnstalleerd, en zelfs buiten het kader van een zitting van de gemeenteraad.⁶

Er dient echter het volgende te worden opgemerkt:

1° enerzijds volgt uit de eerste zin van artikel 18 van de wet van 7 december 1998 – die door het voorstel niet wordt gewijzigd – dat de verkiezing van de leden van de politieraad ten vroegste plaatsvindt tijdens de openbare zitting waarop de gemeenteraad wordt geïnstalleerd;

2° en anderzijds is het, aangezien het erom gaat de verkiezing van de vertegenwoordigers van de gemeenteraad in de politieraad te regelen, ondenkbaar dat die

³ Zie aldus de volgende bepalingen van de wet van 7 december 1998: de huidige versie van artikel 14, artikel 15, derde lid, artikel 16, eerste lid, artikel 17, tweede en derde lid, artikel 18bis, tweede lid, artikel 18quater, tweede lid, artikel 19, eerste lid, artikel 20, tweede lid, en artikel 20, derde lid (dat het vierde lid wordt).

⁴ Zie aldus de bepalingen die volgens het voorstel artikel 14, tweede lid, artikel 18ter, tweede lid, en artikel 20, nieuw derde lid, van de wet van 7 december 1998 zouden vormen.

⁵ En niet enkel de voordracht van de kandidaten, die in het eerste lid van artikel 16 wordt geregeld.

⁶ De toelichting bij artikel 5 behandelt twee kwesties die niet door het dispositief worden geregeld, aangezien het dispositief gaat over wie aan de verkiezing van de politieraad kan deelnemen en niet over de eventuele kandidatuur om in de politieraad zitting te nemen.

verkiezing buiten het kader van een zitting van de gemeenteraad plaatsvindt.

Zoals de voorliggende bepaling thans gesteld is, is ze dus zinloos.

Artikel 6

In de bepaling onder 1° van de Franse tekst moeten de woorden “conseil communal” in de thans geldende tekst worden vervangen door de woorden “conseil de police”.

Artikel 7

1. De eerste zin van het lid waarmee artikel 18 van de wet van 7 december 1998 zou worden aangevuld, bepaalt dat “[ingeval] de verkiezing van de politieraad voortvloeit uit toepassing van Titel VIII, Hoofdstuk V”, dat wil zeggen wanneer het gaat om de verkiezing van de leden van de politieraad van een nieuwe politiezone, die voortvloeit uit de vrijwillige samensmelting van meerdere politiezones, “de verkiezing van de politieraad [plaatsvindt] voor de datum van de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone voorzien bij artikel 257quinquies/6”.⁷

Men mag niet over het hoofd zien dat de wet van 7 december 1998 reeds een bepaling bevat, te weten artikel 91/3, die specifiek regelt wanneer de verkiezing plaatsvindt van de leden van de politieraad van een nieuwe politiezone die voortvloeit uit de vrijwillige samensmelting van meerdere politiezones. Daaruit volgt dat die verkiezing moet plaatsvinden tijdens de eerste zitting van de gemeenteraad die volgt op de bekendmaking van het koninklijk besluit tot bepaling van het territoriaal ambtsgebied van de nieuwe politiezone.

De vraag rijst of de zonet aangehaalde regel op zich niet volstaat om op dienstige en afdoende wijze te bepalen wanneer de leden van de politieraad moeten worden verkozen in het geval dat in de voorliggende bepaling wordt vermeld.

De voorliggende bepaling moet opnieuw worden onderzocht om met deze opmerking rekening te houden.

2. De tweede zin van het lid waarmee artikel 18 van de wet van 7 december 1998 wordt aangevuld, bepaalt zijnerzijds dat, in het geval van de verkiezing van de leden van de politieraad van een nieuwe politiezone die voortvloeit uit de vrijwillige samensmelting van meerdere politiezones, artikel 16 van dezelfde wet van toepassing is, met uitzondering van het vierde lid van dat artikel.

⁷ Volgens die laatstgenoemde bepaling maakt de instelling van de lokale politie van de nieuwe politiezone een einde aan het bestaan van de vorige politiezones en beëindigt ze van rechtswege het mandaat van de politieraadsleden van de vorige politiezones. Artikel 257quinquies/5 van de wet van 7 december 1998 draagt de Koning op de lokale politie van de nieuwe politiezone in te stellen, op de eerste dag van een trimester, wanneer hij vaststelt dat de volgende voorwaarden zijn vervuld: het territoriaal ambtsgebied van de politiezone is vastgesteld overeenkomstig artikel 91/2; de personeelsformatie is bepaald; het bedrag van de gemeentedotaties op de begroting van de nieuwe politiezone, is conform artikel 91/9; de eindrekening is opgemaakt en goedgekeurd overeenkomstig artikel 257quinquies/9, § 1.

Bij ontstentenis van een andersluidende bepaling is artikel 16 van de wet van 7 december 1998 onder meer van toepassing op het vermelde geval. In zoverre in het voorstel staat dat dat artikel toepasselijk is in het vermelde geval, doet het dus niets anders dan een reeds bestaande oplossing bevestigen.

Het enige nieuwe gegeven dat het voorstel invoert, ligt in het feit dat het vierde lid van artikel 16 van de wet van 7 december 1998, dat de Koning machtigt de nadere regels en de procedure te bepalen die in acht moeten worden genomen bij de indiening van de kandidatenlijsten en bij de verkiezingen, in het voormelde geval niet meer van toepassing zou zijn.

Men kan zich afvragen of het voorstel op dat punt relevant is. Verordenende bepalingen die de nadere regels en de procedure bepalen die in acht moeten worden genomen bij de indiening van de kandidatenlijsten en bij de verkiezingen, zijn immers in dat geval even nuttig als in andere gevallen. Een andere vraag is of het niet nodig is sommige bepalingen die op basis van artikel 16, vierde lid, van de wet van 7 december 1998 zijn vastgesteld, aan te passen om met de bijzonderheden van het betreffende geval rekening te houden: in dat geval is het beter dat de Koning de noodzakelijke wijzigingen in de bestaande verordenende bepalingen aanbrengt dan door middel van een wetwijziging bepaald wordt dat de voornoemde bepaling niet van toepassing is op de voornoemde bepaling.

Artikelen 8 en 9

1. Over het voorgestelde tweede lid van artikel 18^{ter} van de wet van 7 december 1998 dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt:

- a) In de eerste zin moeten de woorden “het tweede lid” worden vervangen door de woorden “het eerste lid”.
- b) In de tweede zin moet de uitdrukking “ter post aangetekende brief” worden vervangen door de uitdrukking “aangetekende zending”, ter wille van de overeenstemming met de terminologie die momenteel ter zake gebruikelijk is.

2. Uit de voorliggende artikelen vloeit voort dat de regels die momenteel in het vijfde en het zesde lid van artikel 18^{bis} van de wet van 7 december 1998 staan, voortaan in het nieuwe tweede en het nieuwe derde lid van artikel 18^{ter} van dezelfde wet zouden staan.

De eerste zin van artikel 18^{quater}, eerste lid, van de wet van 7 december 1998, die naar artikel 18^{bis}, vijfde en zesde lid, verwijst, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 10

De eerste twee wijzigingen die in artikel 20 van de wet van 7 december 1998 zouden worden aangebracht, slaan allebei op de eerste zin van het eerste lid van dat artikel. Het zou omwille van de duidelijkheid beter zijn die twee wijzigingen in een enkele wijzigingsbepaling onder te brengen en de zin in kwestie helemaal te vervangen.

Aangezien de overheid die zich over de geldigheid van de verkiezingen moet uitspreken daarvoor beschikt over een termijn van dertig dagen na de ontvangst van het dossier,⁸ moet voorts worden bepaald dat het mandaat van de verkozen leden van de politieraad reeds ten vroegste aanvangt op de eenendertigste – en niet de dertigste – dag na de dag waarop de overheid die zich over de geldigheid van de verkiezingen moet uitspreken, het dossier heeft ontvangen.

Ten slotte kan men zich afvragen of, volgens de logica van het ontworpen dispositief, de woorden “tenzij ze rechtsgeldig vroeger bijeengeroepen zijn” in de eerste zin van het eerste lid van artikel 20 van de wet van 7 december 1998 niet horen te worden geschrapt.

De voorliggende bepaling moet op die verschillende punten worden herzien.

Artikel 11

1. In het voorgestelde artikel 20ter, § 2, vierde lid, van de wet van 7 december 1998 is niet duidelijk welk(e) bedrag(en) moet(en) worden “verhoogd” of “verlaagd” “volgens de geldende regels van de koppeling aan het indexcijfer”. In dat lid is namelijk sprake van zowel het presentiegeld zelf als van het minimum en zelfs het maximum ervan.

Voorts volstaat het niet louter te verwijzen naar de “geldende regels van de koppeling aan het indexcijfer” om te bepalen hoe het (de) betreffend(e) bedrag(en) moet(en) worden “verhoogd” of “verlaagd”.

2. Zoals de bepaling is geredigeerd, houdt ze hoe dan ook geen rekening met de toestand in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad in zoverre ze verwijst naar het bedrag van het presentiegeld dat de “provincieraadsleden” ontvangen.

3. De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

⁸ Zie artikel 18ter van de wet van 7 december 1998.

Artikel 14

1. Over het voorgestelde artikel 22, § 1, van de wet van 7 december 1998 dienen de volgende opmerkingen te worden gemaakt:

a) In principe is er geen bezwaar tegen de oplossing die in het eerste lid wordt gegeven.⁹ Omwille van de duidelijkheid zou de tekst echter beter zo luiden dat het verhinderde lid van de politieraad of van het politiecollege wordt vervangen met toepassing van de bepalingen waarbij, in de deelentiteit op het grondgebied waarvan de betreffende zone zich bevindt,¹⁰ de vervanging van respectievelijk het verhinderde gemeenteraadslid of de verhinderde burgemeester in het algemeen wordt geregeld.

b) Tevens dient rekening te worden gehouden met het geval waarin het lid van het politiecollege afwezig is.¹¹ De oplossing waarin het eerste lid voorziet, moet tot dat geval worden uitgebreid.

c) Gelet op het bepaalde van het eerste lid, valt de bestaansgrond noch het nut in te zien van de bepalingen die in het tweede tot het vierde lid staan.

d) Ten slotte impliceert de voorliggende bepaling dat artikel 23, derde lid, van de wet van 7 december 1998 wordt opgeheven.¹²

2. In het voorgestelde artikel 22, § 2, van de wet van 7 december 1998 zou de tweede zin beter zo worden gesteld dat de bijstand in kwestie wordt geregeld met toepassing van de bepalingen waarbij in de deelentiteit¹³ op het grondgebied waarvan de betreffende zone zich bevindt, de bijstand wordt geregeld die een vertrouwenspersoon verleent aan gemeenteraadsleden die vanwege een handicap hun mandaat niet zelfstandig kunnen vervullen.

⁹ Zie, voor een soortgelijke bepaling, artikel 24, eerste lid, vierde zin, van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’, gewijzigd bij de wet van 21 december 2013. Zie over die bepaling advies 53.963/1/V-2 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, op 18 september 2013 gegeven over artikel 75 van het voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 21 december 2013 (*Parl.St.* Kamer 2013-14, nr. 3113/001, 100 en 101).

¹⁰ Door het begrip “deelentiteit” in plaats van “gewest” te gebruiken, kan rekening worden gehouden met de bevoegdheid inzake de organisatie van de ondergeschikte besturen waarvan de uitoefening aan de Duitstalige Gemeenschap is overgedragen.

¹¹ Zonder verhinderd te zijn.

¹² Die bepaling luidt: “Het lid van het politiecollege dat afwezig is of verhinderd, wordt vervangen overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van de nieuwe gemeentewet”.

¹³ Er wordt verwezen naar voetnoot 10.

Voorts rijst de vraag of niet ook dient te worden vermeld dat de vertrouwenspersoon die wordt gekozen om die bijstand te verlenen, geen personeelslid van de betreffende politiezone mag zijn.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT